

Environnement

L'EAU, UN BIEN COMMUN SOUS TENSION. REPENSER SON FINANCEMENT POUR ASSURER SON AVENIR

Arnaud Bazire, Benoît Calatayud, Esther Crauser-Delbourg

19/11/2025

Les vagues de chaleur et les sécheresses de ces dernières années ont mis en lumière les limites du modèle français de financement des services publics d'eau et d'assainissement. Malgré un réseau historiquement performant, les services d'eau doivent aujourd'hui faire face à des investissements massifs pour répondre aux enjeux sanitaires, climatiques et de renouvellement des infrastructures. D'où la nécessité, pour les auteurs de ce rapport, de concevoir une nouvelle gouvernance et de nouveaux modes de financement, intégrant sobriété, innovations technologiques et solutions alternatives pour une gestion durable de l'eau.

Table des matières

Introduction

Les défis du secteur de l'eau sont multiples

Défis économiques

Défis réglementaires

Un modèle de financement à bout de souffle

Effet ciseau lié à la structure tarifaire

Au préalable : un diagnostic d'ensemble et écosystémique des acteurs

Développer une culture de la valeur environnementale de l'eau

Conduire une transformation sectorielle de l'eau, en tant que valeur économique

Contribuer à la cohésion sociale sur le long terme

Quelles solutions pour agir collectivement à court, moyen et long terme ?

À long terme, de nouveaux équilibres à trouver pour répondre aux besoins

À moyen terme, des outils contractuels et tarifaires à exploiter de manière innovante

À court terme, stopper l'hémorragie

Conclusion

Introduction

Les vagues de chaleur et les sécheresses qui ont envahi la France en 2022, 2023 puis en 2025 ont remis les enjeux de gouvernance de l'eau au centre de nos débats. Au-delà des pressions sur la ressource et de leurs impacts directs sur les services d'eau et d'assainissement, ces vagues ont notamment montré les limites du modèle de financement des services publics d'eau et d'assainissement français. Pourtant, celui-ci a permis de développer, sous l'effet de l'urbanisation au cours du XX^e siècle, un vaste réseau de canalisations (environ un million de kilomètres en 2025) et des infrastructures performantes, faisant de la France une référence internationale en matière de gestion de l'eau. Aujourd'hui, alors que les recettes reposent à plus de 80 % sur les volumes consommés, donc variables, et que les coûts fixes du service s'élèvent également à 80 %, le modèle est mis à mal, qui plus est dans un contexte de baisse structurelle des volumes et de mesures de sobriété gouvernementales.

Intégrées par les consommateurs, ces mesures ont conduit à la baisse de la consommation moyenne qui est passée de 150 litres par jour par habitant à environ 120-130 aujourd'hui¹.

Dans le même temps, les infrastructures d'eau font face à des besoins d'investissement importants, pour répondre aux enjeux sanitaires (comme ceux liés aux polluants émergents, tels que les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)), au retard de renouvellement des réseaux et de maintenance (avec un taux de pertes moyen de 20 % au niveau national), ainsi qu'au renforcement du cadre réglementaire et à l'impératif d'adaptation au changement climatique sur fond de préoccupations grandissantes de la population.

Alors que les collectivités investissent chaque année environ 5,3 milliards d'euros dans les infrastructures eau-assainissement (hors délégation de service public), et jusqu'à 7 milliards d'euros si l'on inclut les délégations de service public, la Banque des territoires estime² que les besoins supplémentaires s'élèvent à 4,6 milliards d'euros par an pour combler le retard sur les cinq prochaines années.

Le modèle actuel de financement et d'investissement met donc en péril la garantie de couverture

des coûts fixes des services et de leur résilience alors que l'eau devient une ressource en péril et rare, tant pour nos besoins domestiques que pour la production agricole et industrielle en France. Il s'agit donc de poser les bases d'un modèle de gouvernance et de financement qui s'adapte aux nouvelles contraintes et opportunités que nous offre notamment la panoplie de solutions de sobriété, de recours aux eaux non conventionnelles, de lutte contre les événements extrêmes et d'exploitation des données de l'eau grâce aux nouvelles technologies.

Face à ces défis, ce rapport vise à explorer des alternatives au modèle actuel, qui ne peuvent pas se limiter à une simple augmentation des prix, et à proposer des pistes innovantes pour une gestion efficace et durable de l'eau.

Les auteurs :

Arnaud Bazire est vice-président exécutif de Suez, en charge des activités Eau en France.

Benoît Calatayud est codirecteur de l'Observatoire de la transition énergétique et sociale de la Fondation Jean-Jaurès.

Esther Crauser-Delbourg est économiste.

Pour commander ce rapport directement auprès de la Fondation Jean-Jaurès au prix de 3 euros :

– paiement par carte bancaire : rendez-vous sur notre boutique [HelloAsso](#) (merci de payer le service d'envoi postal à domicile si vous ne souhaitez pas venir le chercher à la Fondation)

– paiement par chèque : contactez l'accueil par téléphone au 01 40 23 24 00 ou envoyez un mail à boutique@jean-jaures.org

1. Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement, *15^e Rapport national*, Office français de la biodiversité, 7 juillet 2025.
2. Banque des territoires, *Tendances. Les investissements publics sur l'eau, édition 2025*, Caisse des dépôts, 2025.